

NEWS

EDITORIAL

FICHER CENTRAL

Surveiller et punir

Luc Caregari

L'excitation politique autour du fichier central de la police n'est pas sans rappeler celle que provoquèrent les fiches du Srel il y a quelques années. Pourtant, le contrôle et la surveillance de la population font partie des méthodes de l'État policier depuis toujours.

Si les Verts se trouvaient toujours dans l'opposition aujourd'hui et si François Bausch était leur leader, le fichier central aurait certainement été une aubaine politique. De quoi se profiler contre un État empoussiéré, autoritaire et suspicieux jusqu'à ignorer les droits fondamentaux de ses citoyen-ne-s. Il se trouve que ce même François Bausch, devenu ministre de la Sécurité intérieure, voit les choses beaucoup moins dramatiquement. En rejetant la faute sur le CSV et son prédécesseur Marc Fischbach et en se demandant publiquement pourquoi jusqu'ici personne ne s'en est offusqué, il joue la carte de l'apaisement et de l'oubli. Comme ont été oubliés les dossiers politiques du Srel, entreposés dans les archives d'une commission d'historien-ne-s et voués à la disparition.

Le dossier n'en est pas encore à son point d'ébullition. Mais les députés CSV Gilles Roth et Laurent Mosar, soudainement devenus défenseurs des libertés civiles, ont épluché le rapport de l'autorité de contrôle de 2015 et y ont trouvé de graves manquements à la protection des données (les rapports 2016 et 2017 ne sont pas publiés). Ils demandent des comptes dans une question urgente. Pourtant, on peut être sûr que dans quelques semaines, l'agitation sera retombée.

Le contrôle social est intrinsèquement lié au travail de la police - depuis toujours.

Pour explorer la cause de cet emballement, il faut faire un bond en arrière et revenir vers les débuts de la police et du renseignement au grand-duché. Comme l'expliquait l'historien Gérard Arboit dans un entretien au woxx en 2014, les autorités luxembourgeoises ont instauré un fichier central pour la première fois au début du 20e siècle, lorsque le sud du pays se peuplait petit à petit d'immigré-e-s qu'il fallait surveiller, de peur que la

peste rouge communiste n'infecte le très catholique petit pays. Le but était donc de rassembler un maximum d'informations sur des sujets qui semblaient suspect-e-s aux yeux des agents de police et des gendarmes. Plus tard, ces tâches ont été transférées au service de renseignement - qui a gardé jusqu'à nos jours une certaine porosité avec les services de police et les autorités judiciaires. En d'autres mots : le contrôle social est intrinsèquement lié au travail de la police - depuis toujours. Le Luxembourg ne fait d'ailleurs nullement



PHOTO : PEXELS

exception dans ce désir des démocraties occidentales de vouloir contrôler leurs citoyen-ne-s : en France, le flicage des Gilets jaunes en est un exemple récent.

Alors pourquoi s'en offusquer ? On peut évidemment pointer du doigt les promesses politiques du gouvernement de coalition depuis sa création en 2013 et lui rappeler qu'il doit aussi son élection à des scandales liés au renseignement - ainsi qu'à la perspective notamment qu'avec lui, ces affaires seraient tirées au clair. Mais ce serait ignorer que ce même gouvernement doit composer avec des forces de police et de renseignement habituées à prendre la protection des données à la légère tant que cela les sert. Dès lors, parions que les bleu-vert-rouge s'arrangeront aussi avec cette réalité et que le fichier central survivra. De toute façon, il y a mieux que ce fichier : les réseaux sociaux et les moteurs de recherche comme Facebook ou Google, qui collectent les données que les citoyen-ne-s leur donnent volontairement. Qui sait si nous ne nous trouverons pas face à un partenariat public-privé pour le fichier central dans un avenir plus ou moins proche ?

NEWS

Luftfahrt und Ökosteuern: Wir Billigflieger **S. 3**

REGARDS

Liberté d'expression: La boîte de Pandore **p. 4**

Polemik: Rosaroter Blick auf Homophobie **S. 6**

Buchbesprechung:

Diskriminierung geht uns alle etwas an **S. 8**

Niederlande: Banger Blick in die Antarktis **S. 10**